



Les organisations syndicales
SNUEP-FSU, SNEP-FSU, CGT Educ'action,
SNETAA-FO, SNALC, Sud Éducation, Sgen-CFDT

Paris, le 19 février 2024

à Madame la ministre de l'Éducation
nationale et de la Jeunesse
110 rue de Grenelle
75 357 PARIS CEDEX 15

Objet : demande d'audience

Madame la ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse,

Alors qu'une réforme est engagée dans les lycées professionnels, l'intersyndicale voie professionnelle, représentante des personnels qui y travaillent, a déploré l'absence d'un véritable dialogue social avec Mme C. Grandjean, ex-ministre déléguée à l'enseignement et la formation professionnels. Afin de palier ce déni de démocratie sociale et le mépris avec lequel la réforme a été conduite jusqu'à présent, nos organisations syndicales SNUEP-FSU, SNEP-FSU, CGT Educ'action, SNETAA-FO, SNALC, Sud Éducation et Sgen-CFDT vous sollicitent pour une audience dans les plus brefs délais, afin d'évoquer cette nouvelle réforme à l'opposé des besoins des élèves des lycées professionnels et qui met à mal tous les personnels qui y exercent.

Depuis plus d'un an, les personnels se sont mobilisés massivement à plusieurs reprises à l'appel de l'intersyndicale unitaire pour demander plus et mieux d'École pour nos élèves et du respect pour nos métiers et nos missions.

Nous continuons de dénoncer la perte horaire pour les élèves de bac pro, perte liée à la parution de l'arrêté modifiant les grilles horaires de ce diplôme dès la rentrée 2024. Pour nos organisations, il est encore temps de revenir à minima sur le parcours différencié lors de l'année de terminale, période de six semaines dont à ce jour l'organisation n'est toujours pas connue, et sur les épreuves anticipées.

De plus, les annonces sur l'évolution des cartes de formation génèrent un climat anxieux et alarmant non propice à la sérénité nécessaire dans les établissements. Le calibrage arbitraire de 15 % à 25 % de fermetures sur trois ans aura pour conséquences des mobilités imposées et des reconversions forcées, maltraitant les PLP. Si ces fermetures devaient réellement advenir, un réel plan d'accompagnement doté de moyens devrait être mis en place.

Pour nos organisations syndicales SNUEP-FSU, SNEP-FSU, CGT Educ'action SNETAA-FO, SNALC, Sud Éducation, Sgen-CFDT et CNT-FTE, il y a urgence. Ce sont les personnels qui portent les lycées professionnels à bout de bras et nous refusons une nouvelle dégradation des conditions d'exercice comme nous refusons la mise en danger de l'avenir des élèves.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Madame la ministre, l'expression de notre attachement au service public d'Éducation.

Pour le SNUEP-FSU, Axel Benoist
Pour le SNEP-FSU, Coralie Benech
Pour la CGT Educ'action, Isabelle Vuillet
Pour le SNETAA-FO, Pascal Vivier
Pour le SGEN-CFDT, Catherine Nave-Bethki
Pour le SNALC, Jean-Rémi Girard
Pour Sud Éducation, Benjamin Bauné